

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

QUE les membres du personnel de la Commission des affaires sociales, de la Commission d'examen des troubles mentaux, du Bureau de révision en immigration, du Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec et du Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole deviennent membres du personnel du Tribunal administratif du Québec;

QUE les crédits alloués aux programmes de chacun de ces organismes respectivement au ministère de la Justice, au ministère de la Santé et des Services sociaux, au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, au ministère des Affaires municipales et au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ainsi que les sommes mises à leur disposition par le Conseil du trésor soient transférés au fonds du Tribunal administratif du Québec;

QUE le présent décret prenne effet à compter des présentes.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

29802

Gouvernement du Québec

### **Décret 439-98, 1<sup>er</sup> avril 1998**

CONCERNANT le nombre de membres au Tribunal administratif du Québec

ATTENDU QUE l'article 38 de la Loi sur la justice administrative (1996, c. 54) édicte que le Tribunal administratif du Québec est composé de membres nommés par le gouvernement qui en détermine le nombre;

ATTENDU QUE l'article 841 de la Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative (1997, c. 43) énonce que les présidents, vice-présidents et membres de la Commission des affaires sociales, de la Commission d'examen des troubles mentaux, du Bureau de révision en immigration, du Bureau de révision de l'évaluation foncière et du Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole ainsi que les assesseurs de la Commission des affaires sociales et de la Chambre de l'expropriation de la Cour du Québec deviennent membres du Tribunal administratif du Québec, dès l'entrée en vigueur de cette disposition;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1524-97 du 26 novembre 1997, l'entrée en vigueur de certaines

dispositions, dont l'article 38 de la Loi sur la justice administrative et l'article 841 de la Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative, a été fixée au 1<sup>er</sup> avril 1998;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

QUE le nombre de membres au Tribunal administratif du Québec soit fixé à 97 membres à temps plein et à 31 membres à temps partiel;

QUE le présent décret prenne effet à compter des présentes.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

29845

Gouvernement du Québec

### **Décret 440-98, 1<sup>er</sup> avril 1998**

CONCERNANT l'approbation du budget, l'approbation des subventions du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et du ministère de la Justice et des modalités de financement du Tribunal administratif du Québec pour l'exercice financier 1998-1999

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 97 de la Loi sur la justice administrative (1996, c. 54) prévoit que les sommes requises pour le fonctionnement du Tribunal administratif du Québec sont prises sur le fonds du Tribunal;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa du même article de cette loi, le fonds du Tribunal est constitué:

— des sommes versées par le ministre et prélevées sur les crédits alloués annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale;

— des sommes versées par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, le ministre responsable de l'application de la Loi sur la sécurité du revenu (c. S-3.1.1), la Régie des rentes du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec, dont le montant et les modalités de versement sont déterminés pour chacun, par le gouvernement;

— des sommes perçues en application du tarif des droits, honoraires et autres frais afférents aux recours instruits devant le Tribunal;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 852 de la Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative (1997, c. 43), le Tribunal administratif du Québec continue la Commission des affaires sociales, la Commission d'examen des troubles mentaux, le Bureau de révision en immigration, le Bureau de révision de l'évaluation foncière et le Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole;

ATTENDU QUE l'article 94 de la Loi sur la justice administrative prévoit notamment que les prévisions budgétaires du Tribunal administratif du Québec sont soumises à l'approbation du gouvernement;

ATTENDU QUE le budget de fonctionnement requis pour les opérations du Tribunal administratif du Québec pour l'exercice financier 1998-1999 a été évalué à 23 115 500 \$ et que par ailleurs, le Tribunal doit réaliser un projet spécial dont le financement, pour un montant maximal de 700 000 \$, sera effectué à même les surplus accumulés au fonds de la Commission des affaires sociales au 31 mars 1998, lesquels surplus sont transférés au fonds du Tribunal administratif du Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer les sommes que les organismes versent au fonds du Tribunal administratif du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r. 22), le gouvernement doit autoriser, sur recommandation du Conseil du trésor, le versement d'une subvention dont le montant est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QUE, pour assurer un fonctionnement adéquat du Tribunal administratif du Québec dès le début de l'exercice financier 1998-1999, il y a lieu de demander à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité de verser en avril 1998 un acompte équivalant approximativement à 25 % de la subvention autorisée pour l'exercice financier 1998-1999.

ATTENDU QUE, pour assurer un fonctionnement adéquat du Tribunal administratif du Québec, il y a lieu de demander au ministre de la Justice de verser la subvention autorisée pour l'exercice financier 1998-1999 en cinq versements à compter du 1<sup>er</sup> avril 1998;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice;

QUE le budget du Tribunal administratif du Québec pour l'exercice financier 1998-1999 soit approuvé pour un montant de 23 815 500 \$, dont un montant maximum de 700 000 \$ pris à même les surplus accumulés au

fonds de la Commission des affaires sociales au 31 mars 1998, lesquels surplus sont transférés au fonds du Tribunal administratif du Québec;

QUE, pour l'exercice financier 1998-1999, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité verse au fonds du Tribunal administratif du Québec une somme de 6 118 400 \$, selon les modalités suivantes:

— versement le 1<sup>er</sup> avril 1998 d'une somme de 1 529 607 \$ suivi de onze (11) versements mensuels égaux et consécutifs de 417 163 \$ représentant le solde de la subvention autorisée pour l'exercice 1998-1999, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1998 et payables le premier de chaque mois;

— Que, pour l'exercice financier 1998-1999, les organismes suivants versent au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes indiquées:

— Société de l'assurance automobile  
du Québec 2 935 000 \$

— Régie des rentes du Québec 1 269 400 \$

— Commission de la santé et  
de la sécurité du travail 58 400 \$;

QUE les sommes requises pour l'exercice financier 1998-1999 soient versées par chacun de ces organismes en douze (12) versements mensuels égaux et consécutifs, payables le premier de chaque mois, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1998;

QUE, pour l'exercice financier 1998-1999, le ministre de la Justice verse au fonds du Tribunal administratif du Québec une somme maximale de 12 275 200 \$ selon les modalités suivantes:

— versement les 1<sup>er</sup> avril 1998, 1<sup>er</sup> juillet 1998 et 1<sup>er</sup> octobre 1998 d'une somme de 3 068 800 \$;

— versement le 1<sup>er</sup> janvier 1999 d'une somme de 1 534 400 \$;

— versement du solde le 1<sup>er</sup> mars 1999, ce versement étant conditionnel à la présentation de prévisions budgétaires appropriées établies à partir de la dépense réelle au 31 décembre 1998.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

29803